



MAIRIE DE
SAINT-OUEN-SUR-SEINE

DVD

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° AR/22/825

Objet : Arrêté temporaire portant réglementation du stationnement et de la circulation avenue Michelet (D14), du 13 août au 30 novembre 2022.

Le Maire de Saint-Ouen-sur-Seine,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code pénal

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 417-10

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU la délibération du 12 décembre 2002 déclarant d'intérêt communautaire l'ensemble de la voirie du territoire de la communauté d'agglomération Plaine commune à compter du 1^{er} janvier 2003, mais sans qu'il y ait transfert des pouvoirs de police du Maire

VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 16 décembre 2008, approuvant le règlement de voirie, règlement modifié par délibération en date du 28 mai 2013

VU le rapport de l'agent voyer

CONSIDERANT que l'entreprise COLAS 45 Chaussée Jules César CS 43096 95480 PIERRELAYE représentée par Monsieur Robin MAGDINIER, va procéder à des travaux sur réseaux ou ouvrages de transport ou distribution d'énergie électrique : renouvellement de réseaux HTA ou BT, AVENUE MICHELET (D14), du 13 août 2022 au 30 novembre 2022 inclus,

Les travaux sont réalisés pour le compte de ENEDIS

CONSIDERANT que, pendant toute la durée des travaux, il est nécessaire d'assurer la sécurité publique et pour cela de déroger à la réglementation permanente du stationnement et de la circulation,

ARRETE

Article 1 :

À compter du 13/08/2022 et jusqu'au 30/11/2022, le stationnement des véhicules est interdit 24h/24 :

- au droit et face au 102/97 AVENUE MICHELET (D14)
- au droit et face au 67/76 AVENUE MICHELET (D14)
- au droit et face au 50/54 AVENUE MICHELET (D14)

Le non-respect de ces dispositions est passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du 13/08/2022 et jusqu'au 30/11/2022, les prescriptions suivantes s'appliquent AVENUE MICHELET (D14) côté impair du n° 97 jusqu'à la rue du Landy :

- Le stationnement des véhicules est interdit 24h/24. Le non-respect de ces dispositions est passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite sur la piste cyclable durant toute la durée des travaux de 8h00 à 17h00, les cycles seront déviés vers la circulation générale.

Les travaux auront lieu sur trottoir, sur chaussée de 8h00 à 17h00. Un passage de 1,40 m minimum devra être maintenu sur trottoir. Les travaux se dérouleront sur trottoir, sur chaussée côté pair et impair dans la piste cyclable et le long du fil d'eau par demi-chaussée et traverses de chaussée rue Eugène Berthoud et rue du Cimetière.

La vitesse sera limitée à 30 km/h au droit des travaux.

Article 3 : Signalisation et sécurisation

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place et entretenue par le demandeur pendant toute la durée des travaux.

Les ouvertures de chaussée seront remblayées ou pontées chaque soir par l'entreprise chargée des travaux.

Toutes les mesures devront être prises pour protéger les usagers du domaine public au droit des travaux. L'entreprise chargée des travaux est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers. Cet arrêté doit être affiché 48 heures avant le début des travaux et au moins à chaque extrémité du chantier, par les soins de l'entreprise en charge des travaux.

Article 4 - Autres obligations administratives

Cet arrêté ne vaut pas autorisation d'occupation du domaine public pour les installations en surplomb, sur ou sous le domaine public. Le bénéficiaire devra en faire la demande indépendamment le cas échéant. Le bénéficiaire doit laisser l'accès, par quelque moyen que ce soit, aux installations de sécurité et de protection civile.

Article 5 - Responsabilité

Si le technicien du service Voirie de Plaine commune, constatait un manquement au niveau de la sécurité ou de la propreté du chantier ou de ses proches alentours, ce dernier pourra intervenir pour faire arrêter le chantier immédiatement jusqu'à la mise en conformité dudit chantier. De même, dans le cas où le chantier ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment ou pour tout dégât occasionné au domaine public, l'entreprise en charge des travaux sera mise en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge de l'entreprise. Toute infraction au présent arrêté sera constatée par procès-verbal et les contrevenants pourront être poursuivis conformément à la loi. Cet arrêté est révoquant à tout moment.

Article 6 - Recours

Le présent arrêté est opposable aux tiers dès sa publication. Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, il pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès de la juridiction administrative compétente, dans les deux mois qui suivent sa notification ou sa publication. Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

Article 7 - Diffusion

Ampliation sera adressée à : COLAS, Maire de Saint-Ouen sur Seine ainsi qu'à tous les agents de la force publique, chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le 09 AOUT 2022



Le Maire,

Karim BOUAMRANE
Maire de Saint-Ouen-sur-Seine

Transmis à la préfecture de la Seine-Saint-Denis le
Publié ou affiché le 13 AOUT 2022
Notifié le
Certifié exécutoire le

13 AOUT 2022
En application de l'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales



Pour l'Administration
Directrice
Hélène S. SEIFANIK